

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N°366 • 17 au 30 septembre 1982

18^e ANNÉE • 3 F

Avec ou sans plan Fahd Il n'y aura pas de paix avec le sionisme et l'impérialisme!

«Un pas décisif vers la paix!». C'est ainsi que la bourgeoisie impérialiste a accueilli les résultats du sommet de Fès, suivie par l'opinion petite-bourgeoise et social-impérialiste d'Europe et d'Amérique.

Mais comment l'occupation de la moitié du Liban par l'armée israélienne et la mise en place du gouvernement fantoche de Gemayel pourraient-elles ne pas susciter la lutte des masses exploitées palestiniennes et libanaises contre l'Etat-colon d'Israël et l'Etat-croupion du Liban?

Comment l'évacuation des fedayin de Beyrouth et leur dispersion aux quatre coins de la Méditerranée pourraient-elles signifier la paix? Ce qui est salué comme un «pas positif» par l'ordre établi impérialiste, c'est la «reconnaissance explicite d'Israël» par les Etats arabes et désormais par la direction de l'OLP elle-même. Mais comme le montre l'expédition contre-révolutionnaire de Sharon au Liban et le refus par Begin d'un mini-Etat concédé dans les conditions du plan Fahd, l'Etat d'Israël jouit aujourd'hui au Moyen-Orient d'un

rôle de gendarme tellement important que cela lui permet d'imposer même à ses maîtres impérialistes une bonne partie de ses propres solutions coloniales, et de renforcer notamment encore le peuplement juif et donc l'oppression nationale-coloniale en Cisjordanie par exemple.

Et même à supposer que naisse un mini-Etat palestinien, l'ordre capitaliste-impérialiste trouverait-il la sale paix qu'il recherche au Moyen-Orient? Nous ne parlons pas ici de l'hypothèse d'un mini-Etat né d'une vague révolutionnaire qui arracherait par la lutte armée une partie au moins de la Palestine à Israël: dans ce cas, qu'exclut naturellement le plan Fahd, la guerre se poursuivrait contre Israël et serait un facteur de

suite page 4 ○○○

A bas le travail de nuit et le travail posté!

Le travail de nuit et le travail par équipes existent depuis la révolution industrielle. Engels parlait déjà de ces ouvriers anglais dont le lit restait toujours chaud, car les occupants s'y succédaient sans interruption de jour comme de nuit. Mais ce type de travail n'a cessé de se généraliser avec les «progrès» du capitalisme.

Actuellement, le pourcentage des travailleurs par équipes dans les pays industrialisés représente de 15 à 25% de la main-d'œuvre active. En France, ce pourcentage était de 12% en 1957, 16% en 1970, pour passer à 21% en 1974. De plus la proportion des postes en 3x8 et 4x8, c'est-à-dire avec travail de nuit, a augmenté plus rapidement que les autres. La moitié des travailleurs par équipes travaillent en 3x8, 4x8 ou 5x8: cela concerne en France 2 millions de travailleurs, soit, en ajoutant les familles, au moins 4 millions de personnes. Et cela n'est pas fini: les fameuses ordonnances «socialistes» sur le temps de travail ont balayé l'interdiction du travail de nuit pour les femmes.

Les raisons de cet accroissement spectaculaire du travail posté (surtout avec travail de nuit) sont bien simples: «Rentabilité des investissements, accroissement de

la production, contrepoids à l'obsolescence [vieillesse des machines], accélération des possibilités d'innovations» écrit James Carpentier. Traduisons: la course au profit, sous le fouet de la concurrence. D'après A. Villiger, la différence des coûts entre travail en 3x8 et travail normal est de 17,3% dans le cas d'un investissement de 100.000 francs suisses par poste de travail, de 38,2% dans le cas d'un investissement d'un million de francs suisses par poste. Il s'agit de faire travailler le plus longtemps et le plus intensément possible la machine, et donc le travailleur qui sert la machine. Le travail posté permet une réduction des délais de livraison, il s'adapte mieux aux changements de la demande liés à la conjoncture ou aux variations saisonnières, et les primes accordées aux équipes de nuit reviennent nettement moins

suite page 4 ○○○

Rentrée sociale

FINIES LES ILLUSIONS!

Pause momentanée, complot de la droite, mauvais coup du patronat? Il n'y a plus guère que le PCF et les «soutiens critiques» de l'extrême-gauche ralliés pour tenter d'adoucir par ce genre de fiction la leçon d'économie

capitaliste on ne peut plus crue que le gouvernement de gauche inflige aujourd'hui aux travailleurs: les profits contre les salaires, les sacrifices ouvriers au service de la guerre mutuelle des industriels et des banquiers.

En juin, Mauroy parlait d'électrochoc: c'est aujourd'hui un traitement prolongé, dont on ne peut prévoir la fin. Il s'agissait officiellement de «remettre de l'ordre» et de parer à la dictature du dollar avant de reprendre le chemin des réformes. Il est clair aujourd'hui que le gouvernement veut obtenir dans la foulée l'abandon définitif de l'indexation des salaires sur les prix. Le système Delors de l'échelle mobile «retardée», avec une sous-estimation volontaire de l'inflation et un rattrapage plus tard si les circonstances le permettent a déjà porté ses fruits: il a permis de faire perdre aux salariés de l'Etat, dont 50% gagnent moins de 4400 F

par mois, 5 à 7% de leur pouvoir d'achat entre avril et novembre de cette année. Il sera étendu au privé.

La perte de pouvoir d'achat pour les ouvriers avait commencé avant le blocage légal, puisque leurs salaires n'ont augmenté que de 2,9% au second trimestre 1982 — au lieu de 4% en moyenne aux trimestres précédents, face à une inflation de 3,5% minimum. En 1980 déjà, compte tenu des impôts, le pouvoir d'achat moyen des salaires (pour ceux qui peuvent travailler) n'avait augmenté que de 0,7%. Cette fois, d'après les journaux du patronat eux-mêmes

«le pouvoir d'achat des salariés va baisser sensiblement d'ici la fin de 1983. Cela est inscrit impérativement à la fois dans les données économiques et dans les intentions du gouvernement» (Les Echos, 9/9/1982).

Il y a quelques mois, le gouvernement et les partis qui le soutiennent faisaient encore miroiter quelques compensations: réduction du temps de travail, retraite à soixante ans, meilleur service de santé, accroissement des prestations familiales. Aujourd'hui, ils parlent surtout de «fin de l'Etat-providence», et, en guise de com-

suite page 4 ○○○

Malgré l'état de siège, les ouvriers polonais sont debout

Le 31 août des manifestations ont eu lieu dans toutes les villes polonaises. La classe ouvrière ne s'avoue pas vaincue. Alors que les conditions de vie et de lutte sont pires que jamais depuis la deuxième guerre, les prolétaires polonais montrent l'exemple à leurs frères de classe du monde entier.

Les prix: le salaire moyen correspond à moins de 600 francs français et, par exemple, un kilo de tomates coûte jusqu'à 8 F en plein mois d'août, environ le même prix qu'en France, alors que le SMIC est 5 à 6 fois plus bas en Pologne. Les tickets de rationnement: 2,5 kg de viande par personne et par mois, un savon, un kilo de farine, etc. Et les tickets ne servent même pas à rendre la pénurie plus «égalitaire», puisque bien des familles n'ont même pas assez d'argent pour acheter la viande à laquelle elles ont droit; et le marché noir des tickets est florissant. Les queues sont toujours aussi longues, du matin au soir. Aux boucheries, il y a toujours la queue, sans exception. Et on rentre le soir après avoir passé des heures debout, dans son appartement surpeuplé. Car il faut 15 ans pour en obtenir un, quand on n'a pas d'argent pour acheter un appartement,

ou le bras assez long pour s'en faire attribuer un.

Mais la vie quotidienne, c'est aussi la dictature ouverte de la bourgeoisie. Les villes sont quadrillées par la milice qui contrôle les identités en permanence dans les villes et les quartiers «chauds». Les lettres sont ouvertes puis agrafées, avec le tampon de la censure, le téléphone systématiquement écouté. Il y a encore des milliers d'emprisonnés et les arrestations ont continué depuis le 13 décembre (*). Sans parler des licenciements, des perquisitions, des intimidations de toute sorte, de l'interdiction de quitter le territoire, même pour rester à l'Est.

Ni découragés, ni intimidés

Mais voilà que malgré tout cet arsenal policier le prolétariat ne se laisse pas intimider. La répression

l'oblige à reculer un temps mais il n'a pas peur! Les milliers de zomos (CRS), l'armée et les chars qui tiennent tous les centres des villes n'ont pas empêché les manifestants de se regrouper et de leur tenir tête pendant des heures! Il y a eu des arrestations, tout le monde savait qu'il y en aurait, des blessés, des morts... Mais c'est une véritable lame de fond, un mouvement de masse irrésistible. Quel exemple d'énergie et de courage!

L'appel de l'Eglise et de la direction de Solidarité à s'en tenir à des manifestations pacifiques n'a pas été respecté par des milliers de manifestants. Il faut dire d'ailleurs que la milice intervient dès qu'une manifestation commence à se former. S'il fallait suivre ces mots d'ordre, il ne faudrait pas manifester plus de deux minutes, puis rentrer chez soi!

Solidarité ouvrière
avec les travailleurs polonais!

Les grands éclats de voix de tous ceux qui se prétendaient solidaires

suite page 3 ○○○

La manif anti-Reagan à Berlin

Un pas vers l'antimilitarisme révolutionnaire

Le passage de Reagan en Europe a provoqué partout des manifestations, avec des formes très diverses. Nous avons consacré plusieurs articles dans «Le Proletaire» n°361 et 362 aux manifestations du 5 juin en France.

Le 11 juin a eu lieu à Berlin-Ouest une manifestation extrêmement violente contre la visite de Reagan. Elle a été précédée par une intense préparation des deux côtés. Du côté bourgeois, la manifestation a été interdite et dénoncée par une campagne de presse haineuse; les «forces de l'ordre» étaient mises en état d'alerte maximum; il y eut plus de 100 perquisitions dans la première semaine de juin, 750 banderoles et panneaux ont été saisis; la police empêchera tous les convois de passer de l'Ouest vers Berlin et arrêtera préventivement près de 70 personnes. Du côté des manifestants, la nervosité, l'incertitude, les doutes apparaissent dans les discussions tendues: réussissons-nous à faire la manif comme prévu? Y aura-t-il seulement moyen de se regrouper à 10 heures sur la place Nollendorf avant d'être dispersés? N'aurait-il pas mieux valu choisir un autre point de départ? On se sentait comme avant une bataille qu'on devait livrer avec des armes inégales et un rapport de forces très défavorable.

Puis, le 11 juin, grande surprise: l'accès à la place Nollendorf est libre, il n'y a guère de contrôle, on se regroupe sans obstacles. Environ 5.000 personnes se rassemblent sur place, la plupart masquées et casquées; mais il y a aussi des non-violents, puisque la «Liste Alternative» (réformiste de «gauche») elle-même a appelé à la manifestation pour ne pas se déconsidérer complètement (*). Mais voilà: à peine le gros des manifestants arrivé sur la place, le piège se referme, la police bloque tous les accès avec des chevaux de frise et des cars.

Personne ne s'y était attendu. Pendant qu'on essayait de former le cortège, pendant qu'on attendait d'autres groupes de manifestants, pendant qu'on n'arrivait pas à se décider à démarrer, les flics ont pu

boucler progressivement la place, enfermant dedans ceux qui y étaient déjà et isolant ceux qui voulaient encore se joindre à la manif. Les tentatives de faire partir la manif suivant le trajet prévu échouent aussitôt. On se trouve enfermés dans un cuvette.

La tactique policière

Très vite, cependant, une bataille violente s'engage sur tout le pourtour: les manifestants répondent par des pluies de pierres et de pavés aux canons à eau, aux gaz lacrymogènes et aux matraques; ils élèvent des barricades avec des voitures et des meubles, il y mettent le feu pour se protéger contre les cars de flics qui essaient de foncer dans le tas. La police ne

parvient pas à briser la combativité des manifestants. D'ailleurs, son but est avant tout d'immobiliser la manif aussi longtemps que possible et de l'empêcher de se diriger vers le Château où Reagan doit saluer les «bons» Berlinois. Elle n'a pu concentrer toutes ses forces autour de la manif, parce qu'elle devait assurer ailleurs la sécurité du noble visiteur, à l'aéroport, au fameux mur, au Château... Il lui était impossible de protéger efficacement les 40 points chauds devant lesquels devait passer la manif: des immeubles ou sièges d'entreprises qui concentrent ou symbolisent la domination et l'oppression bourgeoises, aussi bien allemande qu'américaine, et attireraient particulièrement la haine des manifestants. D'où la tactique d'encercler la manif à son point de départ par les barbelés.

Après presque deux heures et demi, les manifestants parviennent à briser l'encercllement et les combats de rue se propagent vers la place Winterfeld; ils dureront encore des heures...

Les repréailles de la bourgeoisie ne se font pas attendre; le soir même, quatre immeubles squattés de Schöneberg sont perquisitionnés et complètement dévastés! En tout il y eut 270 arrestations, la plupart préventives, 40 personnes ont été présentées à un juge d'instruction qui en a inculpées et fait incarcérer 22; parmi eux 5 étrangers qui risquent l'expulsion. 200 manifestants ont été blessés, la police de son côté prétend avoir 90 blessés.

Si la tactique de la police a permis d'empêcher le déroulement de la manifestation, le spectacle de la propagande reaganesque a dû se dérouler dans l'intimité des instances officielles.

Les intentions de la bourgeoisie

Après la manif, tous les médias bourgeois se sont lancés dans une campagne de calomnies, qui exige une réponse ferme. Cette campagne prolonge celle qui avait préparé la venue de Reagan et poursuit le même but que la tactique d'encercllement. Elle vise à **intimider et à réduire au silence une certaine frange politisée dans un sens radical**. Pour la bourgeoisie, il ne s'agissait pas seulement d'empêcher les «désordres». Il s'agissait encore plus d'empêcher que se forme et se manifeste un mouvement contre la guerre qui ne se laisse pas contrôler par le pacifisme pro-gouvernemental, qui n'en appelle pas à la bonne volonté de la bourgeoisie, mais lui déclare la guerre. C'est surtout pour cela que la manifestation a été interdite. Et la détermination de la bourgeoisie a été renforcée par le trajet, éminemment politique prévu pour la manif, qui la faisait passer devant une quarantaine d'objectifs significatifs. Ce n'est pas seulement le souci de la «sécurité» de Reagan qui est à la source de la campagne d'intimidation et du déploiement de la terreur étatique mobilisant 12.000 flics, des canons à eau, des barbelés, essayant d'étouffer toute réaction par les arrestations préventives, les perquisitions et les saisies.

De plus, la bourgeoisie voulait effrayer tous ceux qui cherchent à rompre avec la méthode des «appels» pacifiques et cherchent une autre voie, surtout dans les rangs du mouvement contre la guerre. C'est pour cela qu'elle cherche à cacher le contenu politique des affrontements et à les présenter comme l'expression d'une «violence aveugle». Comme si les manifestants «cassaient» pour le simple plaisir de casser, et sans que leur action ait un contenu politique. Elle veut cacher la leçon élémentaire de ces «bagarres»: on doit et on peut se défendre de façon offensive quand on est opprimé socialement et politiquement, on doit et on peut lutter contre la mobilisation belliqueuse des Etats bourgeois.

Car c'est bien de cela qu'il s'agissait dans le «show» politique organisé autour de la visite de Reagan. D'une part une démonstration de force et d'agressivité de l'OTAN, avertissement direct à l'autre bloc impérialiste, d'autant plus menaçante que réalisée presque au-delà de la frontière des deux camps. D'autre part, la bourgeoisie allemande cherchait à mobiliser la population allemande non seulement pour accentuer la paix sociale, condition de toute préparation de guerre, mais aussi pour renforcer la position spécifique de l'impérialisme allemand entre les deux blocs et sa capacité de manœuvre.

Un pas en avant

Comment et dans quelle mesure la manif du 11 juin a-t-elle répondu à la bourgeoisie?

D'abord, une fois que le piège de la place Nollendorf s'était refermé sur elle, en démontrant de la seule manière possible que les flics ne peuvent pas étouffer comme ils veulent et impunément l'orientation politique radicale, manifestant ainsi une volonté politique.

Ensuite, le fait même que les manifestants ne se soient pas laissés intimider, qu'ils aient réagi à l'encercllement et l'aient finalement brisé, renforce considérablement le mouvement, malgré les «pertes» élevées (200 blessés et autant d'arrestations). La preuve qu'on peut se défendre avec succès, malgré les énormes forces de l'adversaire, se défendre avec succès, malgré les énormes forces de l'adversaire, a une portée formidable pour tous ceux qui veulent et doivent se défendre contre l'oppression. La bourgeoisie le sait, et essaie de cacher même les faits; ainsi, la presse montre presque exclusivement des photos d'actions individuelles. Il est dangereux de montrer les mouvements de masse, les attaques collectives et la solidarité de combat qui s'y développe: chaque opprimé pourrait s'y retrouver et être encouragé à s'unir aux autres pour se révolter ensemble contre les oppresseurs, au lieu de déjouer son agressivité sur d'autres opprimés.

Enfin, la manif a montré objectivement une fracture dans la société en lançant une protestation combative à la face de la mobilisation nationaliste. Dans le proche avenir il s'agira de dégager la signification de classe de cette rupture de la longue période de paix sociale dans la RFA, de la creuser et de l'approfondir pour en faire une véritable tranchée de classe.

Dans cette mesure, la manif du 11 juin a été un pas en avant dans la direction de la constitution d'un mouvement révolutionnaire contre la guerre, un pas vers la lutte contre les préparatifs de guerre impérialiste, qui doit être une lutte contre l'ordre capitaliste mondial. Ici, cependant, apparaît une faiblesse politique du «mouvement» actuel et donc aussi de la manif. Le combat contre la guerre ne peut reposer que sur la force et le mouvement social du prolétariat international. Essayer de l'appuyer sur l'alliance avec un autre impérialisme soi-disant «meilleur», l'URSS (tentation qui revient toujours en Allemagne), le rendrait impuissant. La perspective d'une telle alliance ferait du mouvement social et révolutionnaire en Allemagne un instrument des intérêts impérialistes de l'autre bloc ou de la bourgeoisie allemande elle-même.

Il faut maintenant faire connaître le contenu politique d'actions comme celle du 11 juin à Berlin, leur portée politique comme leurs faiblesses, hors du cercle involontairement restreint du «mouvement» berlinois. Il faut tendre à développer un large mouvement révolutionnaire contre la guerre, capable d'opposer sa force d'attraction au pacifisme sous la houlette de l'Etat, de lui arracher les masses qu'il endort et de neutraliser son action paralysante et démobilisatrice.

(*) (Le prochain numéro de notre organe en allemand *Proletarier*, fera une critique détaillée de l'action de la «Liste Alternative»)

PROLETARIER N°19 (Août 82)

Un seul front avec les combattants palestiniens. - L'impérialisme US a du mal à colmater les contradictions internationales: encourageant! - La manifestation anti-Reagan à Berlin - USA: le fossé de classe se creuse - pour un développement politique de la gauche iranienne - Le procès terroriste contre M. Duffke et M. Mohr - Le «socialisme réel» 100% capitaliste - Liban: action de solidarité et difficulté du travail de solidarité - Algérie: nouvelles flambées de la lutte de classe.

Comment Lutte Ouvrière règle la lutte de classe

La récente vague d'attentats qui se sont succédés tout au long de l'été fournit à Lutte Ouvrière (n° 741 de son journal) l'occasion de poser «le problème de l'emploi du terrorisme lorsqu'il prétend servir la cause des opprimés».

On apprend que: «les révolutionnaires ne déniaient pas aux opprimés le droit de recourir à la violence», qu'un «peuple opprimé par une puissance étrangère à le droit de recourir à la guérilla, voire à la guerre civile, pour tenter de se libérer», qu'«une classe opprimée a le droit de recourir à l'insurrection, à la guerre civile, pour supprimer son exploitation».

Le capitalisme maintient quatre milliards d'hommes et de femmes en esclavage. Cette situation, qui est la violence même, se traduit sous forme d'une guerre civile tantôt larvée, tantôt ouverte, mais permanente. Et que fait LO? Que trouve à dire LO sur l'utilisation de la violence par les masses exploitées? Elle pinaillie sur le «droit» de l'utiliser, elle cherche à codifier son usage.

S'il fallait établir ce code, on pourrait l'écrire comme suit, à la lecture de l'article cité:

Article 1: le recours aux attentats individuels pourra être justifié dans

un contexte de guerre civile (ouverte ou larvée) quand une partie importante de la population sera mobilisée.

Article 2: la population mobilisée exercera, au moins a posteriori, par sa pression morale sur les combattants, un certain contrôle sur les objectifs et les méthodes de lutte avancées.

Article 3: si la lutte des opprimés retombe ou faiblit, une telle politique d'attentats trouvera de moins en moins sa justification.

Article 4: la violence, la guérilla, la guerre civile ou l'insurrection ne devront faire de victimes que dans le camp ennemi.

Article 5: tout contrevenant sera condamné à la réprobation unanime de la population.

Lutte Ouvrière fait partie de ces gens qui voudraient dicter des règles de chevalerie à la guerre de classe. Cependant l'expérience montre à quel point cette tentative est puérile et loin de la réalité.

Du point de vue politique, cette position de LO revient à exiger que la classe ouvrière utilise la violence uniquement quand les larges masses sont convaincues de sa nécessité. Mais 1) comment est-il

possible de supporter en attendant la violence quotidienne de la bourgeoisie, des patrons et de leurs flics, sans riposte?

2) Comment les larges masses vont-elles parvenir à la conclusion de la valeur révolutionnaire de la violence de classe sans en faire l'expérience grâce à des individus, groupes, secteurs, et à des actions qui resteront nécessairement minoritaires tant que les masses ne seront pas encore prêtes, mais qui peuvent cependant être utiles à la lutte de l'ensemble de la classe, l'encourager, la favoriser, etc.?

Face à cette politique capitulaire et pro-bourgeoise des opportunistes à la LO, les communistes ne se bornent pas à revendiquer en principe la violence «des opprimés contre les oppresseurs», comme une thèse générale astreignante seulement en théorie. A des degrés divers et sous des formes diverses, ils doivent étendre cette revendication à tout l'arc des manifestations de la lutte de classe, des plus élémentaires aux plus complexes. Ils doivent s'y préparer et y préparer idéologiquement les prolétaires par la lutte contre les mensonges du pacifisme, pour être ensuite en mesure de s'y préparer et de les y préparer matériellement.

Les origines des démocraties populaires

L'Est sous la botte

Fortement ébranlé par les événements de Hongrie, puis de Tchécoslovaquie, enfin de Pologne, le mythe du socialisme des pays de l'Est a pourtant la vie dure. Les maoïstes, qui, eux, parlent de social-impérialisme russe, continuent à proclamer que la guerre de 1939-45 amena une extension et un renforcement du «camp socialiste», sans révolution, par la grâce des tanks soviétiques. Il peut donc être utile de rappeler quelques faits concernant les origines des démocraties populaires, afin de montrer que les Russes n'eurent qu'un souci: y maintenir l'ordre en dépit ou plutôt au travers du changement de régime, et s'enrichir de façon purement impérialiste sur le dos des ouvriers et paysans «libérés». Ce qui resta vrai après qu'on fût passé du maintien pur et simple du statu quo aux formes politiques actuelles. Mais ceci pourra faire l'objet d'un autre article.

Les régimes qui furent mis en place par les Russes «libérateurs» et qui comprenaient, comme en Occident, des communistes aux côtés des divers partis démocratiques, préservèrent là où existaient des régimes fascistes, la continuité avec ces régimes dont ils se firent les véritables héritiers.

Permanence de l'Etat bourgeois

En Roumanie, le roi Michel avait mis sur pied un gouvernement réactionnaire dirigé par le général Sanatescu, qui ne réussissait pas à contenir les révoltes dans le pays. A la suite d'un ultimatum russe, le gouvernement fut remplacé par un ministère dirigé par Petrus Grozea et Gheorghe Tatarescu, tous deux membres de gouvernements de droite d'avant-guerre. En 1911, Tatarescu avait écrasé un soulèvement paysan, et il était ministre d'Etat à l'époque des pogroms de 1927. Le PC était en parfaite harmonie avec le régime. Le 17 novembre 1946, lors d'un meeting électoral à Bucarest, Gheorghiu-Dej, dirigeant stalinien, termina son allocution par ces mots: «Votez pour le gouvernement du Roi! Vive le roi! Vivent ses officiers et ses soldats! Vive cette armée qui est la sienne et celle du peuple!».

En Bulgarie, ce fut le gouvernement du «Front de la patrie», soutenu par les occupants russes, qui prit les choses en main. Le premier ministre était le colonel Kimon Gueorguiev, instigateur du coup d'Etat fasciste de 1934 et qui avait ensuite fait régner la terreur sur le pays, supprimant les syndicats et déclarant la grève illégale. Le ministre de la guerre était le colonel Demain Veltchev, lui aussi ancien dirigeant de la Ligue militaire, organisation fasciste promue par Mussolini.

A l'automne 1944, les milices ouvrières arrêtèrent des fascistes et les mettent en prison. Il y a des manifestations de masse. Les troupes sont en ébullition. Le colonel Veltchev déclare: «Retournez immédiatement à la discipline normale; abolissez les conseils de soldats; ne hissez plus de drapeaux rouges!». Et Molotov: «Si certains communistes persistent dans leur conduite actuelle, nous les ramènerons à la raison. La Bulgarie restera telle qu'elle est, avec son gouvernement démocratique et son ordre actuel. [...] Vous devez maintenir tous les officiers valables aux

Ce qui distingue notre parti

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du Parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

postes qu'ils occupaient avant le coup d'Etat. Vous devez réintégrer tous les officiers qui ont été destitués pour diverses raisons.» (New York Times, 16/1/1945). Des grèves eurent lieu dans les mines pour la défense des salaires: les grévistes furent traités d'anarchistes et de fascistes et jetés en prison.

En Hongrie, le gouvernement constitué en décembre 1944 dans la zone occupée par les Russes avait à sa tête le général Béla Dalkori-Miklos, chevalier Grand Croix de l'ordre de la Croix de Fer sous Hitler et messager entre Hitler et Horthy (le bourreau de la Hongrie rouge) en juillet 1944. Le premier discours du ministre de la défense, Vörös, à la radio russe se terminait par ces mots: «Vive la Hongrie libre et démocratique sous la direction de l'amiral Horthy!». Le 24 décembre 1944, le gouvernement pro-russe déclare à Radio-Moscou qu'il «considère la propriété privée comme la base de la vie économique et de l'ordre social du pays et qu'il garantira sa continuité». Il y eut les nationalisations. Mais la continuité avec le capitalisme et l'ordre furent bel et bien garantis.

En Pologne, le maintien de l'ordre bourgeois et la défense des intérêts russes se manifestèrent beaucoup plus tragiquement, dans l'écrasement de la Commune de Varsovie. Le 1^{er} août 1944, à l'approche des armées russes, une insurrection était tentée à Varsovie par l'armée secrète, qui se réclamait du gouvernement en exil de Londres et ne rallia qu'ensuite les faibles forces «communistes» organisées en zone d'occupation allemande. La force décisive de l'insurrection était le prolétariat de Varsovie. La réaction de l'Armée rouge», dont les patrouilles étaient arrivées aux faubourgs de Varsovie, fut de stopper son avance, de cesser bombardements et parachutages, d'interdire même l'utilisation de ses aérodromes de campagne aux escadrons polonais de la Royal Air Force qui voulaient parachuter des armes et des vivres. Le refus formel de toute aide fut notifié par Staline dans une lettre à Roosevelt et Churchill où les insurgés étaient qualifiés de «poignées de criminels assoiffés de pouvoir» (Lettre du 22/8/1944). L'Armée rouge» empêcha même les colonnes de l'armée secrète de converger vers Varsovie et fusilla systématiquement ses officiers avant d'en incorporer les soldats dans une armée polonaise à ses ordres. Varsovie capitula le 2 septembre après 63 jours de résistance héroïque. Grâce à l'inaction de l'Armée rouge» les troupes nazies purent détruire la ville et massacrer 50.000 combattants, parmi lesquels la pointe avancée du prolétariat de Varsovie.

Ainsi, l'insurrection une fois détruite, les troupes russes pouvaient apparaître comme les seules «libératrices» de la Pologne. L'Etat russe avait utilisé l'armée allemande pour rétablir préventivement l'ordre en écrasant dans le sang une insurrection dont la victoire aurait risqué de remettre en cause le pouvoir du «Comité national polonais», pseudo-gouvernement pro-russe constitué à Lublin. Le 31 décembre 1944, ce comité

se proclamait «gouvernement provisoire» de la Pologne, avec l'appui de l'URSS. Mais les alliés, en particulier britanniques, réclamèrent très fermement que leurs intérêts soient également pris en compte, autrement dit que le gouvernement comprenne aussi des éléments du gouvernement polonais en exil à Londres. La question fit l'objet d'après marchandages à la Conférence de Yalta en février 1945, et l'accord final se fit sur un gouvernement élargi rassemblant le «Comité de Lublin» et des éléments du gouvernement exilé à Londres.

La soumission de l'Etat polonais aux intérêts de l'Etat russe sera illustrée par le refus, en juillet 1947, sur pression russe, de l'«aide» Marshall que la Pologne s'appropriait à accepter et par la nomination en novembre 1949 du maréchal de l'armée russe Rokossovsky, celui-là même qui avait laissé massacrer l'insurrection de Varsovie par l'armée allemande, au poste de ministre de la défense nationale. Pendant tous ces événements le prolétariat polonais sera complètement absent de la scène politique: comme ses frères de classe des autres pays de l'Est, il sera à l'usine, en train de travailler 60 heures par semaine et plus pour reconstruire l'économie nationale polonaise, sans compter l'économie russe à laquelle il fournira, de gré ou de force, une contribution substantielle.

L'exploitation impérialiste de l'Est

La Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie ayant été des satellites de l'Allemagne, la Russie «libératrice» exigea d'elles des «réparations» qui bien entendu pesèrent entièrement sur les épaules des classes laborieuses. C'est ainsi que 300 millions de dollars furent exigés de la Hongrie, dont les deux-tiers pour la Russie: 83% en produits industriels, 17% en produits agricoles. En 1946 cela repré-

sentait 30% du revenu national. Les équipements et les autres biens démontés et envoyés en URSS s'élevèrent à 124 millions de dollars.

La Roumanie dut livrer immédiatement 100.000 wagons de céréales, 261.000 têtes de bétail, 550 wagons de sucre, 286 locomotives, 5.000 wagons, 2600 tracteurs, etc. Jusqu'au 1^{er} juin 1948 elle dut payer 1785 millions de dollars, soit 84% de son revenu national.

D'autre part les prélèvements effectués par les troupes russes d'occupation (un million d'hommes rien qu'en Hongrie) sont estimés plus lourds encore que les paiements de réparation. En 1947, les frais d'occupation en Hongrie représentaient 500 millions de florins, sur un budget total de 12 milliards.

La Pologne eut la «chance» d'être une des démocraties populaires les moins pillées par l'impérialisme russe, qui n'avait pas, comme pour la Roumanie, l'Allemagne, la Hongrie, etc., le prétexte de l'appartenance au camp hitlérien pour justifier le démontage et l'enlèvement pur et simple des principales installations industrielles, le paiement de gigantesques «dommages de guerre» et la déportation de millions de prisonniers affectés à la reconstruction de l'économie russe. Un tiers des usines des nouveaux territoires ex-allemands affectés à la Pologne sont cependant allés aux Russes, qui les ont démontés ou s'en sont appropriés la production. Mais surtout, comme dans l'ensemble des démocraties populaires, l'économie a été organisée en fonction des besoins de l'URSS de manière à fournir à cet impérialisme, fort militairement mais économiquement arriéré, des produits indus-

Lisez
Il Programma
Comunista

Malgré l'état de siège, les ouvriers polonais sont debout

○○○ suite de la page 1

daires sur le terrain de la propagande anti-russe (et donc pro-occidentale) se sont tus. Cette propagande a ses limites, car l'opiniâtreté et le courage des prolétaires polonais sont un exemple qui risque de plus en plus d'être suivi et menace l'ordre international.

Etre solidaire, c'est aider une lutte et frapper l'ennemi commun. Mais qui est-il, cet ennemi commun? L'Etat russe seulement? Sûrement pas. Si les prolétaires polonais sont sous la botte militaire pour trimer le ventre vide, c'est pour que l'Etat polonais commence à rembourser la dette aux banques occidentales, allemandes et françaises entre autres (dette qui est bien plus importante que celle envers les autres pays de l'Est). Les banques françaises — nationalisées par le gouvernement socialiste — attendent que Jaruzelski fasse cracher aux travailleurs polonais intérêt et capital. Alors, la seule façon d'être vraiment solidaire, c'est de lutter aussi contre les capitalistes occidentaux et le gouvernement français, qui n'est pas plus socialiste que celui de Jaruzelski.

Quelles perspectives de lutte en Pologne ?

Le mouvement est puissant, mais les obstacles politiques le

sont aussi: l'Eglise, avec ses 28.000 prêtres et ses 28.000 religieuses, revendique la dignité, mais tempère la révolte; la direction de Solidarnosc qui prêche le dialogue et la démocratie; ensemble elles cherchent à enfermer le mouvement dans les limites de la «patrie» polonaise.

L'horizon bourgeois est bouché. La bourgeoisie nationale et internationale n'a plus rien à offrir au prolétariat polonais pour gagner sa soumission. Rien que la botte militaire. Seul le nationalisme anti-allemand et anti-russe, alimenté par des siècles d'humiliation, peut canaliser la violence ouvrière et réussir à entraîner des groupes dans le piège d'une lutte patriotique reprenant le côté national de l'insurrection de Varsovie en 1944 et en gommant l'aspect prolétarien: celui-ci exige que la classe ouvrière fasse d'une insurrection contre l'armée russe non pas un levier de la restauration d'un Etat national bourgeois polonais, mais un levier de sa dictature de classe.

Lutter pour cette perspective exige de commencer à organiser des noyaux, mêmes petits, autour de la perspective de la révolution mondiale, et avec un programme immédiat précis pour la lutte révolutionnaire en Pologne, qui pose des problèmes spécifiques, comme la lutte contre les impérialismes russe et allemand ou l'importance

triels contre lesquels la Russie a fourni principalement (à l'inverse du rapport impérialiste classique) des matières premières. Dans le cas de la Pologne, cette contrainte au travail pour la Russie a été particulièrement claire dans les branches du matériel roulant (locomotives et wagons), fabriqué en quantités dépassant très largement les besoins de la Pologne, et qui ne s'expliquent que par les besoins de l'immense réseau russe, et surtout dans la construction navale dont, jusqu'en 1968, 90% de la production ont été exportés en URSS!

L'exploitation de ces malheureux pays par l'impérialisme russe ne s'arrêta pas là. Ils furent soumis à un système d'échanges commerciaux entièrement au profit des Russes. En effet les Etats satellites furent obligés d'exporter en Russie à des prix inférieurs aux cours mondiaux, tandis que leurs importations se faisaient à un cours supérieur (l'existence de ces traités fut reconnue par Krouchtchhev après que les insurgés de Poznan et de Budapest en eurent réclamé la publication). Ainsi, de par l'accord du 16 août 1945 sur le charbon, la Pologne était volée de plus de 100 millions de dollars par an (il était payé par la Russie 1,25 dollars la tonne, soit le dixième du cours mondial, qui variait entre 12 et 13 dollars). Les chaussures fabriquées en Tchécoslovaquie au prix coûtant de 300 couronnes la paire étaient vendues à la Russie pour 170 couronnes. Par contre, le blé que la Tchécoslovaquie dut importer de Russie en 1948 fut payé plus de 11 dollars l'hectolitre alors que le cours mondial était de 7 dollars.

C'est ainsi que l'URSS a imposé aux pays «frères» un traitement analogue à celui que les pays occidentaux font subir à leurs colonies et ex-colonies. Cette oppression impérialiste de la Russie a créé un lien national puissant entre le prolétariat et les classes bourgeoises des pays de l'Est qui retarde dans un premier temps la maturation révolutionnaire d'un mouvement ouvrier pourtant extrêmement combatif.

Seule la révolution prolétarienne, qui n'a encore jamais triomphé dans ces pays, pourra balayer cette domination en même temps que tous les effets de l'exploitation capitaliste.

de la paysannerie. Et notre parti doit faire de son mieux pour que ces noyaux se préparent et reprennent confiance dans le marxisme.

Dans cette perspective, la responsabilité du prolétariat occidental est lourde. C'est à lui qu'il revient de démontrer par les faits et donc par sa lutte, que la démocratie n'est que le masque de la dictature bourgeoise et que l'union internationale des prolétaires n'est pas qu'une phrase creuse, inscrite sur les billets de la banque polonaise, mais une réalité bien vivante. C'est aussi à lui, qui a encore une marge de manœuvre beaucoup plus grande (droits de réunion, de presse, etc.) et des moyens pratiques bien plus étendus (voitures, imprimeries, possibilités de déplacements internationaux) de tisser fil après fil des liens concrets entre prolétaires, d'usine à usine, de noyau ouvrier à noyau individuel.

C'est à cet ensemble de tâches que nous devons travailler. C'est ce que les prolétaires polonais attendent de leurs frères de classe.

(*) «Un prêtre et sept jeunes, accusés du meurtre d'un policier, ont été condamnés hier à 25 ans de prison par un tribunal militaire de Varsovie» (Le Matin du 10.9.1982).

Finies les illusions !

OOO suite de la page 1

pensations, on n'agit plus guère que les fumées de la vieille «participation» repeinte en «solidarité», et les satisfactions morales de droits nouveaux qui se traduiront en intégration de quelques bonzes supplémentaires dans des institutions paritaires.

Pour mener une **attaque identique**, toutes les bourgeoisies s'efforcent de jouer au mieux la carte de l'alternance démocratique. Au Danemark, les socialistes viennent de léguer leur programme d'austérité encore tout neuf aux conservateurs. En Espagne, opération inverse: la bourgeoisie espère faire avaler de nouvelles baisses du pouvoir d'achat en troquant un gouvernement de centre-droit contre des socialistes, par une opération «à la française» de gouvernement de gauche à froid. En Italie, c'est la Confindustria patronale qui a décidé de se soustraire à l'indexation des salaires: en France, c'est le gouvernement socialo-communiste qui s'en charge. En Grande-Bretagne, les

conservateurs se sont servis du sursaut impérialiste des Malouines pour briser les grèves de juin; en France, le gouvernement de gauche essaie de noyer l'inquiétude ouvrière dans la «bataille de la production nationale» (vieille chanson de Thorez ressortie par le PC) et le chauvinisme de moyenne puissance.

Mais le gouvernement compte surtout ici sur tout le réseau paralysant des institutions de conciliation, la pyramide des arbitrages, entretiens, consultations... Cela fait des années — même si la bourgeoisie trouve ce réseau encore insuffisant en France — que les travailleurs ont été dressés à attendre le jeu de ces mécanismes avant de prendre, souvent trop tard, des initiatives. C'est dans ce but que le développement des sections syndicales dans l'entreprise a été poussé après 1968: pour compléter et renforcer la toile d'araignée bureaucratique destinée à paralyser toute explosion.

Aujourd'hui, la désillusion des travailleurs devant l'austérité de «gauche» cherche des points d'ap-

pui et des formes pour s'exprimer. Les syndicats peuvent bien faire illusion localement, grâce à quelques militants combattifs: ils se sont rangés officiellement du côté du blocage, et la bourgeoisie les déclare elle-même «pour l'instant loyaux» (*Les Echos*). L'extrême-gauche la plus influente s'est livrée complètement à la perspective gradualiste du «gouvernement de gauche, étape nécessaire» vers un problème «dépassement révolutionnaire».

Mais sa soumission de principe à la social-démocratie et à ses flics empêche toute préparation sérieuse de ce dépassement. Des tentatives de regroupement des travailleurs, de type revendicatif ou plus politiques, se sont formées en dehors des appareils officiels, depuis *Résister et Union dans les Luttes*, respectueux des orientations réformistes, jusqu'à des groupes qui manifestaient une tendance réelle à la rupture avec le réformisme sur le terrain de la lutte immédiate, comme la Coordination Sonacotra, les groupes de la sidérurgie, des chemins de fer, etc. La

plupart ont succombé à leurs propres illusions sur le soutien possible de la gauche officielle et de ses larbins, où à l'asphyxie et aux manœuvres des appareils mis en question. Ceux qui tiennent bon sont au point mort.

De leur point de vue, la bourgeoisie et les appareils de collaboration n'ont pas tort de craindre des explosions incontrôlées, et de s'y préparer en associant les pleurnicheries démagogiques sur la solidarité devant la crise et un arsenal policier digne de la droite la plus musclée. Ces explosions sont inévitables, et les pédants qui les «réprovent» au nom d'un mouvement de masse unanime s'imaginent la révolution au bout d'une ligne droite.

Aujourd'hui, les travailleurs qui cherchent une voie demandent des explications claires, une perspective solide. La nécessité de détruire le système, et non de changer simplement sa tête, de répondre à l'organisation et à la violence bourgeoises par l'organisation et la violence prolétariennes n'apparaît plus comme une théorie lointaine, mais comme la base la plus sûre à partir de laquelle la riposte aujourd'hui peut prendre un nouvel élan: celle qui peut concentrer les énergies des prolétaires d'avant-garde et permettre de travailler dès maintenant pour l'avenir.

Plan Fahd

OOO suite de la page 1

guerres civiles et de guerres révolutionnaires dans toute la région.

Supposons que, grâce à une combinaison particulière de circonstances différente de celle qui fait la situation présente, une pression conjuguée des Etats arabes, d'une aile modérée de la résistance palestinienne et des impérialismes européen et américain — et, pourquoi pas, russe — parvienne à contraindre Israël à reculer et à laisser s'ériger en Cisjordanie et à Gaza un mini-Etat dont la capitale serait Jerusalem, tel qu'il ressort du plan Fahd, et dont la condition expresse d'existence est la renonciation à poursuivre la revendication de la «Palestine laïque et démocratique» à la place d'Israël.

Comme nous l'avons démontré de nombreuses fois dans ces colonnes, une telle «solution» 1), laisserait intacte l'oppression coloniale-raciale des 500.000 arabes d'Israël; 2) elle ne soulagerait que pour une infime partie celle des prolétaires de ce mini-Etat éventuel (1 million d'habi-

tants) dont la moitié travaille en Israël et continuerait à le faire, ce qui donnerait bien un os à ronger à la bourgeoisie palestinienne mais ferait aussi de cet Etat un simple **dortoir** pour les masses exploitées, une sorte de Bantoustan arabe sans cœur économique et dépendant entièrement des pétro-dollars saoudiens; 3) elle ne donnerait aucune solution aux Palestiniens dispersés (2,5 millions), sauf un motif d'expulsion des autres pays arabes; cela continuerait par conséquent à faire du facteur national palestinien un détonateur des luttes sociales dans les pays arabes, où la classe ouvrière et les masses exploitées trouvent nécessairement derrière leur ennemi immédiat, leur propre bourgeoisie et leur propre Etat, l'ombre du gendarme israélien; 4) elle laisserait intacte la fonction d'Israël comme pilier central de l'ordre capitaliste-impérialiste au Moyen-Orient et donc non seulement de l'exploitation et de l'oppression capitaliste, mais aussi de la persistance de ses combinaisons avec toute la gamme

des vieux rapports féodaux-patriarcaux et des restes de privilèges coloniaux dans les pays arabes.

Malgré tous ces projet de l'ordre établi, et quelles que soient les capitulations de la bourgeoisie palestinienne possibles et prévisibles devant lui, la lutte nationale palestinienne reste un **facteur révolutionnaire** d'importance au Moyen-Orient dans la mesure où elle se dresse contre l'Etat colon et mercenaire d'Israël et tout l'ordre établi capitaliste-impérialiste de la région.

Pour ce qui est de nous, ici, militants communistes révolutionnaires luttant au sein des métropoles impérialistes, nous savons toute l'aide que les masses exploitées et les combattants palestiniens ont apporté et apportent encore à notre combat contre l'ennemi commun.

Sachons en retour faire la démonstration que notre lutte et celle de petits noyaux prolétariens qui se portent déjà sur le terrain de la **lutte de classe indépendante** peut aider la lutte nationale palestinienne qui est une exigence révolutionnaire brûlante pour nos frères de classe luttant sous la

botte sioniste. L'ardeur de notre combat contre les actions et les justifications impérialistes et sionistes, de notre soutien militant à cette lutte, de notre participation active à la renaissance de la lutte révolutionnaire au cœur des forteresses du capitalisme mondial, peut aussi favoriser l'aptitude de nos frères de classe palestiniens et arabes à s'organiser de façon indépendante et à lever le drapeau du marxisme révolutionnaire et de la révolution communiste mondiale.

Tous les militants, sympathisants, lecteurs peuvent utilement collaborer au journal en informant de tout ce qui mérite d'être remarqué, du point de vue économique, social et politique.
Faites parvenir au journal tracts locaux, correspondances d'événements, coupures de presse ou remarques que vous jugez utiles. La rédaction s'efforcera de les traiter avec soin et de les utiliser au mieux pour qu'à la lumière d'exemples pratiques tirés de la vie quotidienne des ouvriers, le journal rende plus compréhensibles les enseignements du communisme révolutionnaire.

A bas le travail de nuit et le travail posté !

OOO suite de la page 1

cher que d'éventuelles heures supplémentaires: tout bénéfique pour les patrons.

C'est pourquoi les réformateurs bourgeois (médecins du travail, ergonomes, sociologues) qui ont commencé à se pencher sur le problème depuis 20 ans sont tous obligés de reconnaître que les «raisons techniques» exigeant le travail en continu (production des métaux et du verre, certains secteurs de la chimie, pétrole, papier-carton) sont aujourd'hui largement dépassées par des «raisons économiques»: la **rentabilité capitaliste**.

Si les réformateurs bourgeois ont finalement été obligés de se pencher sur la question du travail posté et de nuit et ses conséquences sur la santé et la vie des travailleurs, ce n'est évidemment pas par philanthropie (quoiqu'on ne puisse pas exclure la bonne volonté et les illusions humanitaires de certains individus): c'est essentiellement parce que si le travail posté et de nuit **détruit** (comme nous allons le montrer) les travailleurs, cela finit à la longue par nuire au capitalisme, qui a

besoin d'esclaves rentables, productifs, et non bons à jeter au bout de quelques années d'exploitation effrénée. En tout cas leurs études regorgent de renseignements, et c'est ce qui nous intéresse ici.

Les médecins du travail expliquent que la plupart des **rythmes biologiques** sont liés à l'alternance jour-nuit. Ainsi, les rythmes cardiaques sont-ils ralentis au cours de la nuit. Il en va de même de la pression artérielle, de la respiration, des sécrétions digestives, gastriques et hépatiques. Il s'ensuit pour ceux qui travaillent la nuit des troubles digestifs, cardiaques, des manifestations nerveuses, des troubles du sommeil, des ulcères gastriques ou duodénaux.

60 à 66% des travailleurs en équipes contre 11% des travailleurs en journée normale présentent des **troubles du sommeil**. D'abord à cause du bruit et de la lumière, qui empêchent un sommeil réparateur pendant le jour, d'autant plus que la maison est plus petite et la famille plus nombreuse. Ensuite, du fait que le travailleur est souvent obligé d'interrompre son sommeil à midi s'il veut prendre un repas en

famille, ou tout simplement du fait du rythme de la faim. Le sommeil de jour est donc moins profond et les réveils sont plus fréquents: on dort en moyenne 2 heures de moins le jour que la nuit (6 h au lieu de 8 h). Les médecins observent aussi que les phases de sommeil paradoxal (c'est-à-dire accompagné de rêves, qui permettent une récupération psychique) sont plus courtes. Le sommeil de jour ne permet donc pas de purger la fatigue mentale liée aux tâches mécanisées et automatisées. On observe des cas d'insomnie chez les travailleurs qui prennent leur poste tôt le matin (4 ou 5 heures), du fait qu'ils ont peur de ne pas entendre sonner leur réveil.

Vice versa, l'ouvrier qui doit travailler la nuit est en état de «**désactivation**»: d'où l'obligation, à tâche égale, d'un **effort supplémentaire**: d'où aussi des accidents du travail plus fréquents et plus graves. La fatigue durant la nuit est d'autant plus grande qu'il s'agit de tâches exigeant un effort mental, et non simplement physique; d'où de nombreuses névroses observées chez les téléphonistes, les mécanographes, soumis à une tension psychique constante; d'où aussi des ulcères, dont les causes ne sont pas purement physiques, mais psychosomatiques. De plus, le travailleur de nuit est amené à absorber des stimulants et exci-

tants la nuit (ou des alcools), des somnifères le jour, avec tous les effets secondaires que ces drogues entraînent sur l'organisme.

Quant aux **troubles digestifs** (qui affectent 22% des travailleurs en équipes), ils viennent du fait que le repas nocturne est pris en temps de désactivation digestive, donc sans appétit, tandis que le repas de midi interrompt le sommeil. D'autre part la prise de trois repas au lieu des deux habituels peut entraîner une surcharge digestive et de l'obésité (détectée chez 20% des infirmières veilles). De plus on observe des troubles gastriques chez 46% des travailleurs de nuit alternants contre 15% des travailleurs de jour; des troubles intestinaux chez 30% des travailleurs de nuit alternants contre 9% des travailleurs de jour. Et les chiffres sont de 64% (contre 24%) pour les **troubles nerveux**. Au total, le surmenage lié au travail au travail de nuit équivaut à un vieillissement fonctionnel de sept années!

(à suivre).

Bibliographie:
— Marc Maurice, *Le travail par équipes*, BIT, Genève, 1971.
— P. Andlauer, J. Carpentier, P. Cazarmian, *Ergonomie du travail de nuit et des horaires alternants*, Editions Cujas, 1977.
— James Carpentier, *Le travail posté*, ANACT, 1979.

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale

(Manifeste du Parti communiste international - 1961)
72 pages - Prix : 6 F

EL-OUMAMI N°27 (sept. 82)

Palestine vaincra !

Barrer la route aux démagogues.

L'importance du facteur national dans la stratégie de la révolution socialiste au Proche-Orient.

Israël, un Etat pied-noir. De l'encerclement de Saïda 1975 à celui de Beyrouth 1982. Perspectives de la lutte révolutionnaire à l'échelle mondiale. Les deux facettes du sionisme. Après l'attentat de la rue des Rosiers.

A propos du nouveau décret réglementant le change.

El-Oumami est distribué par les NMPP. On peut le trouver notamment dans la plupart des kiosques du Bd St-Michel à Paris.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● **A Bruxelles**: Le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● **A Angers**: vente le samedi tous les 15 jours, de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc soit les 25 sept., 9 et 23 octobre.

● **A Caen**: Vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

● **A Grenoble**: vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h, les samedis suivants: 25 sept., 9 et 23 octobre, etc.

● **Au Havre**: vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● **Au Mans**: vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Laval**: vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● **A Lille**: tous les mercredis de 18 à 19 h, 27, rue Adolphe.

● **A Lyon**: 17 rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche de 14h à 16 h, les samedis 18 sept., 2 et 16 octobre, etc.

● **A Nantes**: vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallencas, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Paris**: 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

Vente tous les dimanches de 10h30 à 12h au marché d'Aligre.

● **A Rouen**: vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● **A Roubaix**: vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● **A Strasbourg**: vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

● **A Toulouse**: vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h, soit les 19 sept., 3 et 17 octobre, etc.

● **A Valence**: vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 26 sept., 10 et 24 octobre, etc.

EN SUISSE

● **A Lausanne**: tous les samedis de 10 h à 12 h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.

● **A Genève**: tous les samedis de 10 h à 12 h, 73, rue de Saint-Jean (côté James-Fazy). Prendre ascenseur pour sous-sol, 1^{er} porte à gauche, puis 1^{er} porte à droite «atelier».

Correspondance abonnement: 20, rue Jean Bouton - 75012 Paris

Versements:

Cheque bancaire à l'ordre de Saro ou cheque postal à l'ordre du Proletaire

Directeur-gérant SARO Imprimerie - Editions Polyglottes - 232, rue de Charenton - 75012 Paris

Distribué par les NMPP N° d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926